



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · I Chapitre 1

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3323-3

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoïve
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

PREMIÈRE PARTIE

**Les États-Unis et le déficit de leur
balance des paiements : un danger ?
(1958-1961)**

L'enjeu pour les États-Unis est de maintenir la valeur du dollar, afin d'assurer la stabilité du commerce et du système monétaire au niveau international. Pour cela, les États-Unis font face à un dilemme : assurer le leadership en s'affranchissant de l'équilibre monétaire international établi par les accords de Bretton Woods et surveillé par le FMI ? Ou assurer en priorité le dynamisme de leur économie nationale en surveillant le niveau d'inflation ? Mais ce dilemme existe-t-il réellement ?

Cette première partie se concentre sur l'acteur principal qu'est le gouvernement américain, dans la mesure où il est l'élément essentiel au niveau de la prise de décision dans le système multilatéral. La tâche du gouvernement est alors de savoir si ce déficit de la balance des paiements est temporaire ou permanent, pour fixer éventuellement un niveau supportable. Elle est particulièrement importante pour les pays partenaires. À partir de là, le gouvernement changera-t-il ses relations avec les pays industrialisés et excédentaires ? En ce début de la décennie 1960, il s'agit dès lors de dramatiser le déficit américain et de redéfinir la politique économique extérieure des États-Unis.

L'étude de cette période, de 1958 à 1961, s'appuie sur les débats qui ont lieu au sein des deux gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy. Force est de constater une véritable continuité dans les prises de décision et les orientations majeures en politique économique. Quels seront les choix, et surtout quelles en seront les conséquences pour l'avenir du « monde libre » face au monde soviétique ?

RÉSOLUDRE OU NON LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE ?

À quelques mois d'intervalle, les deux présidents américains, Eisenhower et Kennedy, présentent devant le Congrès le bilan de la balance des paiements du pays qui affiche un déficit. Tous deux le considèrent comme un danger pour la santé économique du pays mais aussi pour leurs alliés. Ils insistent sur les causes pour alléger et renforcer le poids des responsabilités des États-Unis à l'égard du monde occidental. Leurs discours proposent ainsi les mesures à prendre de toute urgence, tout en renforçant le cadre multilatéral. Existe-t-il une continuité entre les deux politiques économiques extérieures des deux présidents, l'un républicain et l'autre démocrate ?

29

PREMIÈRE PARTIE Les États-Unis et le déficit de leur balance des paiements

LA DRAMATISATION DU DÉFICIT

L'heure est grave car la balance des paiements américaine affiche un déficit d'une ampleur qui semble inédite pour le pays. Le président Dwight D. Eisenhower présente au Congrès, le 17 novembre 1960, la *Directive sur la balance des paiements* afin d'y remédier. En 1960, ce déficit atteint presque 4 milliards de dollars alors qu'il n'était que de 3,5 milliards de dollars en 1958. Pourquoi cette dramatisation soudaine ?

Les causes du déficit présentées par Eisenhower

Aux yeux d'Eisenhower, ce déficit est la conséquence de l'effort financier lié au plan Marshall pour aider les pays d'Europe et le Japon à se reconstruire après la guerre.

Cela fait environ deux ans que le réel impact de la restauration et de la reconstruction des économies européennes et celui du Japon est devenu apparent avec une soudaineté presque dramatique. Ces pays autrefois dévastés par la guerre sont devenus à présent pleinement compétitifs avec les États-Unis sur les marchés du monde libre¹.

1 NA, RG 56, Roosa : Maison-Blanche, *Directive by the President concerning steps to be taken with respect to the United States balance of payments*, 17 novembre 1960. Les extraits de correspondance et de documents d'archives sont traduits par l'auteur dans l'ensemble de l'ouvrage.

De même, la sécurité militaire de ces mêmes pays ainsi que l'aide au développement distribuée aux nouveaux pays indépendants et anciennement colonisés ont abouti à une sortie importante de dollars et d'or depuis les États-Unis. Dans cette directive, l'Europe de l'Ouest et le Japon sont désignés comme étant les principaux responsables de ce déficit parce qu'ils accumulent à présent des surplus en dollars et en or venant des États-Unis.

Cette présentation fait écho aux études réalisées auparavant par le département du Trésor des États-Unis. Celles-ci mettent l'accent sur ce déséquilibre entre les excédents de ces pays soutenus par les États-Unis et le déficit américain. « Le surplus des autres pays industriels sous forme d'or et de dollars est un reflet du large déficit de notre balance des paiements. L'amélioration de notre balance des paiements est liée d'une manière importante à une réduction des surplus en ce moment élevés des autres pays industriels² ». Ou encore : « le dollar gap a depuis longtemps été éliminé et nous devons réfléchir à une situation qui a changé, alors que des pays industriels sont en train d'accumuler des surplus sous forme d'or et de dollars³ ».

En principe, un déficit de la balance des paiements d'un pays affaiblit la valeur de la monnaie nationale. Mais le dollar n'est pas une simple monnaie nationale : il est la monnaie internationale des échanges et la clé de voûte de la stabilité du système monétaire international, en particulier celui du monde occidental. Puis, Eisenhower défend dans sa directive ce qui a été fait pour résoudre ce déficit, « [...] pour continuer de bénéficier de la confiance requise par notre rôle en tant que banquier du monde⁴ ». Là se situe le cœur du problème : le statut de puissance mondiale des États-Unis risque de vaciller sous le poids de ce déficit. En effet, le Trésor fait ce constat :

Qu'on aime ou pas, nous sommes devenus le banquier principal du monde – comme le banquier typique, nous avons prêté sur le long-terme et emprunté sur le court terme. [...] Cela signifie que les étrangers ont maintenant une responsabilité importante – dans la manière dont nous gérons nos affaires, de la même façon que nos grands dépositaires ont un enjeu dans la manière dont vous dirigez votre banque⁵.

Les États-Unis sont en effet devenus les banquiers du monde depuis la dernière guerre et même depuis la Première Guerre mondiale.

Eisenhower considère alors que les États-Unis endossent de trop lourdes responsabilités à présent que leurs alliés ont retrouvé leur équilibre économique.

2 NA, RG 56, GHW : *Sustainable Level of our Balance of Payments Deficit*, 14 janvier 1960.

3 *Ibid.*, *Part of Baird's Paper*.

4 NA, RG 56, Roosa : *Maison-Blanche, Directive by the President...*, 17 novembre 1960, *op. cit.*

5 NA, RG 56, GHW : *Sustainable Level...*, 14 janvier 1960, *op. cit.*

En fin de compte, les causes de ce déficit sont extérieures aux États-Unis eux-mêmes et la solution est contenue dans l'expression de partage du fardeau. Les pays industrialisés doivent à leur tour assumer de nouvelles responsabilités en tant que partenaires des États-Unis, en achetant en priorité les produits américains et en investissant dans les pays sous-développés. Mais il s'avère que les alliés n'ont pas coopéré jusqu'à présent comme le gouvernement américain l'aurait souhaité. L'historien Burton I. Kaufman fait justement remarquer : « le problème de la balance des paiements a affecté l'ensemble du programme économique extérieur du commerce et de l'aide au sein du gouvernement⁶ ». Par conséquent, Eisenhower insiste sur un aspect nouveau : l'internationalisation ou, encore mieux, la multilatéralisation du déficit américain.

Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés

D'après les recommandations du Trésor, les premières mesures prises au niveau national ont eu pour tâche d'assurer la stabilité des prix avec une politique fiscale prudente, afin d'éviter l'inflation. Cela a permis de redonner confiance aux détenteurs de dollars. Toutefois, les exportations ont été sacrifiées sur l'autel de la stabilité du dollar, en évitant de recourir à la planche à billets, c'est-à-dire en maintenant l'inflation à un niveau assez bas. Le but est d'éviter une hausse des prix et des salaires. Les États-Unis estiment alors avoir assuré la stabilité du système monétaire international. Par conséquent, leur activité économique nationale en a pâti. D'après G. H. Willis, le sous-secrétaire au Trésor :

Ces surplus peuvent être largement réduits de deux façons, en important plus particulièrement à partir des États-Unis et en fournissant plus de capitaux à long-terme aux zones moins développées du monde. C'est faisable maintenant qu'ils [les pays industrialisés] ont amélioré avec succès leur position financière internationale. C'est pourquoi nous consacrons ces efforts à encourager ces pays à libéraliser leurs importations et à développer des moyens efficaces pour fournir davantage de capitaux à long-terme aux parties moins développées du monde libre⁷.

Si l'on s'en tient à cette équation, la solution pour résoudre le déficit de la balance des paiements américaine paraît simple. De plus, une telle solution se présente sous la forme d'un devoir moral qui rejoint l'intérêt mutuel contenu dans le multilatéralisme. Un problème d'un pays concerne tous les autres pays et en même temps, du fait de l'interdépendance économique. Néanmoins, ces

6 Burton I. Kaufman, *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982, p. 177.

7 NA, RG 56, GHW : *Sustainable Level...*, 14 janvier 1960, *op. cit.*

premières mesures ainsi que le partage du fardeau n'ont pas donné les résultats escomptés, comme le signale Eisenhower au Congrès.

Le gouvernement choisit alors de subventionner les exportations de marchandises car il se considère victime des obstacles douaniers extérieurs. Par ailleurs, les deux partenaires commerciaux principaux, les États-Unis et la CEE, sont en cours de négociations commerciales internationales dans le cadre du Dillon Round (du nom du sous-secrétaire d'État d'Eisenhower, Douglas Dillon), qui a démarré un mois auparavant. Or ces négociations du GATT se déroulent dans un climat tendu. Cette directive viserait-elle à influencer le Dillon Round ? Ces négociations ont en effet pour but de relancer les exportations américaines au nom du partage du fardeau.

32

Quant à l'aide au développement, Eisenhower l'a organisée au niveau multilatéral avec des nouvelles institutions comme l'International Development Association (IDA) au sein de la Banque mondiale, le DAG au sein de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et, au niveau national, avec le Development Loan Fund (DLF)⁸. Mais l'ensemble de cette organisation liée à l'aide au développement n'a pas assez impliqué les pays industrialisés, comme le département du Trésor le précise : « nous devrions intensifier nos efforts, en exerçant une pression diplomatique mesurée, mais ferme, afin d'amener les autres nations à contribuer plus qu'elles ne le font aujourd'hui au développement des zones sous-développées, à la fois par des subventions et des prêts⁹ ».

En dépit des efforts du gouvernement, le déficit persiste. Cette fois-ci, Eisenhower désigne comme causes d'autres raisons profondes : les dépenses militaires à l'extérieur, l'aide publique économique, les investissements à long terme à l'étranger, l'or et les dollars accumulés par les pays industrialisés qui ne sont pas remis en circulation et les sorties récentes de capitaux à court terme vers ces mêmes pays à cause de l'attractivité des taux d'intérêt. Pourtant, ces « vraies raisons » ne sont pas nouvelles. Pourquoi s'en préoccuper en novembre 1960 ? Eisenhower insiste sur ce point :

Il est indispensable d'améliorer définitivement notre balance des paiements pour assurer notre bien-être économique et notre sécurité militaire à l'intérieur du pays, mais aussi pour assurer que les États-Unis puissent continuer à être un partenaire solide afin d'assurer la croissance économique et la force militaire du monde libre à l'avenir. [...] Le système monétaire américain sert un double objectif. Il sert nos besoins intérieurs et le dollar est devenu une pierre d'angle du système financier international du monde libre. Il est néanmoins impératif que

8 Burton I. Kaufman, *Trade and Aid...*, op. cit., p. 177.

9 NA, RG 56, GHW : *Major Accomplishments of Treasury Department, January 1953-December 1960*, 8 décembre 1960.

les États-Unis donnent la plus haute priorité à atteindre un équilibre raisonnable de leur balance des paiements¹⁰.

À ce moment-là, le contexte international a changé à cause d'une spéculation sur le dollar déclenchée peu de temps auparavant. Le but est de pousser les États-Unis à le dévaluer, parce que sa valeur ne reflète plus leur force économique à cause de ce déficit. « En novembre 1960, une directive présidentielle a élargi les mesures à prendre au niveau de la sphère gouvernementale des États-Unis. [...] C'est pourquoi le problème de la balance des paiements est devenu une considération majeure dans la politique économique des États-Unis¹¹ ». Ce déficit est devenu le problème numéro 1 du président des États-Unis.

Le bilan présenté par Eisenhower

En reprenant les dépenses, énumérées dans la directive du 17 novembre 1960 pour évaluer les raisons du déficit et présentées dans le **tableau 2**, il est possible de mieux comprendre les orientations prises par le gouvernement en politique économique sur les plans national et international. Cela permet de mettre aussi en lumière les omissions dans son discours. Pour mettre en lumière les raisons de ce déficit, les différentes catégories de dépenses seront étudiées, comme le solde commercial, les dépenses publiques extérieures, les avoirs en dollars à l'étranger et les capitaux.

D'après le **tableau 2**, le solde entre les exportations et les importations diminue en 1960 de l'ordre de 3 milliards de dollars par rapport à 1957, mais il reste positif. Pourtant, la situation est plus grave en 1959, qui a vu le solde commercial diminuer de 6 milliards de dollars. Se comprend ainsi la nécessité, vitale pour les États-Unis, de relancer leurs exportations. Toutefois, Eisenhower ne mentionne pas que l'économie américaine est devenue moins compétitive sur les marchés mondiaux, à cause des prix élevés de ses marchandises et en particulier de ses produits manufacturés. Juste auparavant, les États-Unis ont connu une récession économique nationale de 1957 à 1958, à cause de la crise de Suez de 1956. D'après une analyse de l'économiste Manlio Resta datant de 1959, cette récession américaine résulterait des facteurs suivants : l'économie américaine connaît un excès d'investissements alors que la demande est stagnante, ce qui a conduit les producteurs à augmenter les prix pour répartir le coût des machines¹². Le taux de croissance des prix a en effet augmenté de 3 % à 4 % par an et a aussi contribué à diminuer le pouvoir d'achat des consommateurs¹³.

10 NA, RG 56, GHW : *Sustainable Level...*, 14 janvier 1960, *op. cit.*

11 NA, RG 56, GHW : *Major Accomplishments...*, 8 décembre 1960, *op. cit.*

12 Manlio Resta, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n° 2, 1959, p. 201-219.

13 *Ibid.*, p. 215.

Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)

Nature	Années			
	1957	1958	1959	1960
1. Total des exportations de produits et services nets (y compris transferts sous subventions militaires)	28,899	25,353	25,450	28,852
2. Total des importations	20,752	20,861	23,342	23,141
3. Solde (exportations - importations)	8,147	4,492	2,108	5,711
4. Importations : dépenses militaires	3,165	3,412	3,109	3,048
5. Capitaux américains, nets (sorties de fonds), privés, à court terme	-0,276	-0,311	-0,770	-1,312
6. Capitaux américains, nets (sorties de fonds), privés, à long terme (investissements directs)	-2,442	-1,181	-1,372	-1,694
7. Transferts unilatéraux aux pays étrangers, nets : subventions autres que militaires (aide publique économique)	-1,616	-1,616	-1,633	-1,641
8. Évaluation des dépenses américaines d'après la directive du 17 novembre 1960 (3-4-5-6-7)	+0,648	-2,028	-4,776	-1,984
9. Déficit total de la balance des paiements	+0,520	-3,529	-3,743	-3,929
10. Augmentation des avoirs étrangers de liquidités	278	1,254	3,012	2,227

Source : NA, RG 40, Holton, *Balance of Payments : 1870-1918 by Periods ; 1919-1961 Annually, made in 1962.*

Aux yeux d'Eisenhower, les pays de l'Europe de l'Ouest sont responsables du mauvais solde commercial des États-Unis parce qu'ils ont mis en place des obstacles douaniers et des discriminations contre les exportations américaines. À travers ce reproche, sont pointés du doigt le régime préférentiel établi entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth, ainsi que celui qui existe entre la CEE et l'association des anciennes colonies des pays membres. Afin d'avoir une idée plus exacte de la place de ces pays dans les exportations américaines :

[...] En se référant à un récent rapport de la Commission économique pour l'Europe [de l'ONU], on peut voir qu'en 1957 le total des importations mondiales dépassa le chiffre de 105 milliards de dollars; sur ces 105 milliards de ventes à l'étranger, les achats américains furent de 13 milliards, chiffre plutôt modeste si on le rapproche des 47 milliards de dollars correspondant aux achats de l'Europe occidentale et des 16 milliards de dollars d'achats effectués par des colonies européennes et des nations non européennes membres de la zone sterling. Si l'on ajoute ces 47 milliards et ces 16 milliards, on peut avoir une idée plus exacte de ce qu'est le rôle éminent de l'Europe et des nations qui lui

sont liées dans le maintien d'un haut niveau de l'activité économique dans le monde¹⁴.

En septembre 1960, le Dillon Round tente justement de résoudre ces problèmes.

Les dépenses publiques extérieures, comme les dépenses militaires des États-Unis, se situent dans une moyenne de 3 milliards de dollars, et l'aide publique avoisine les 2 milliards, ce qui fait en tout une dépense stable de 5 milliards de dollars. Réduire ces dépenses publiques, en utilisant la formule du partage du fardeau avec les autres pays industrialisés, permet de ne pas toucher au volume monétaire en dollars.

Ce montant de 5 milliards de dollars doit alors être partagé entre les pays industrialisés pour qu'ils remettent en circulation leurs dollars en excédent. La répartition des dépenses militaires se ferait au sein de l'OTAN et celle de l'aide au développement au sein de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'ONU. D'après cette directive, cela permettrait d'aider les États-Unis à réduire leur déficit. Mais est-ce aussi simple? Cela ne risquerait-il pas de remettre en cause la capacité de la puissance américaine à assurer la sécurité et la paix, la prospérité et le bien-être du « monde libre », le tout encadré par le multilatéralisme?

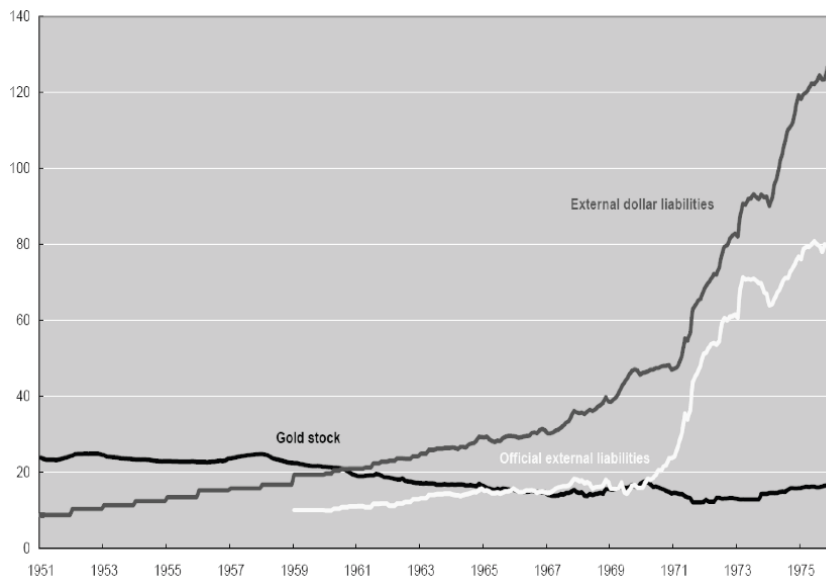
Les avoirs en dollars à l'étranger sont considérés par le gouvernement comme un véritable danger pour l'économie américaine, telle une épée de Damoclès. Leur niveau se stabilise à 2 milliards de dollars. Si ces avoirs sont présentés d'un seul mouvement pour être convertis en or par le Trésor américain, par exemple en cas de panique financière face à un dollar dévalorisé, cela risquerait d'aggraver brusquement les sorties d'or et par conséquent le déficit américain. Eisenhower le signale dans sa directive, mais sans l'explicitier davantage. Pourtant, « le fait que le stock d'avoirs en dollars détenus à l'étranger [soit] maintenant sur le point de dépasser les réserves en or des États-Unis [représente] alors une menace [pour le] système. [...] Les obligations monétaires américaines aux étrangers [dépassent] pour la première fois les réserves d'or américaines en 1960¹⁵ ». Le **graphique 1** illustre ces propos¹⁶.

14 *Ibid.*, p. 216.

15 Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 50.

16 Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962*, Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n°06/09, août 2006, p. 51.

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)



36

Sources : *Banking and Monetary Statistics 1941-1970*, Washington DC, Board of Governors of the System, septembre 1976, Table 14.1 et 15.1.

Eisenhower mentionne aussi dans sa directive que la responsabilité des investissements américains à l'étranger dans ce déficit. Cela paraît surprenant : il les a favorisés quelques années plus tôt. Les capitaux à court terme ont atteint en effet en 1960 un seuil préoccupant par rapport aux années précédentes, de l'ordre de 1,3 milliard de dollars ; les investissements directs et à long terme ont aussi fait un bond en 1960 en atteignant 2 milliards de dollars. Les plus déstabilisants sont ceux à court terme qui sont attirés, comme le déplore Eisenhower, par les taux d'intérêt plus élevés dans les pays industrialisés. Pourtant, cette situation existait déjà auparavant, sans pour autant provoquer une sortie massive des capitaux américains. Néanmoins, aucune mesure n'est annoncée par Eisenhower.

Considérer ces catégories de dépenses extérieures ne suffit pas. Il est nécessaire de les relier à la situation économique intérieure des États-Unis. C'est pourquoi l'étude du taux d'inflation, du taux de chômage ou encore le taux d'intérêt du dollar peuvent éclairer cette situation de déficit budgétaire.

Le taux d'inflation atteint en 1958, d'après le **tableau 3**, le niveau le plus élevé depuis la guerre de Corée, soit 3,6 %¹⁷. Il baisse ensuite en 1961 pour être de

¹⁷ Data courtesy the US Bureau of Labor Statistics and Robert Shiller [en ligne : <http://www.multpl.com/inflation>], consulté le 1^{er} février 2015.

1,7 %, soit de 2 %. On ne peut pas retenir ce faible taux d'inflation américain comme une principale source d'inquiétude pour Eisenhower. Néanmoins, en ce début de la décennie 1960, le souvenir de l'inflation de l'entre-deux-guerres est encore très vif avec des taux de 17 % en 1920, ou encore celui de l'après-guerre avec 18,1 % en 1947. Mais le vrai danger réside dans le risque que l'inflation contribue à faire baisser la valeur du dollar, ce qui serait difficilement acceptable pour le leader du monde occidental dans un contexte de guerre froide.

Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis (en pourcentage)

	Années (au 1 ^{er} janvier)							
	1951	1952	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Valeur du taux	8,1	4,3	0,37	2,99	3,62	1,40	1,03	1,71

Source : *Data courtesy the US Bureau of Labor Statistics and Robert Shiller* [en ligne : <http://www.multpl.com/inflation>].

Quant au niveau du chômage, il repart à la hausse au cours de l'année 1960 pour dépasser les 6 %, traduisant en cela les effets de la récession économique des années 1957-1958¹⁸. Les deux taux d'inflation et du chômage illustrent la capacité des Américains à consommer ou non. En règle générale, quand l'inflation augmente, les taux d'intérêt suivent la hausse pour ne pas augmenter le volume de la masse monétaire (car la monnaie perd de sa valeur). Lors d'une récession économique, augmenter les dépenses publiques peut être une décision délicate et le gouvernement américain préfère miser sur : « les réductions d'impôt – surtout au profit des classes aisées – et une baisse des taux d'intérêt, qui sont chargées d'éviter un approfondissement de la récession¹⁹ ». Au niveau national, le gouvernement d'Eisenhower a choisi en effet de réduire les impôts afin de favoriser la consommation et les investissements nationaux, et de contenir avant tout le taux de l'inflation.

Cette orientation en politique économique illustre le courant classico-keynésien des années 1950 et 1960. Elle est surtout représentée par les économistes américains, comme John R. Hicks, Alvin H. Hansen, Don Patinkin et Alban W. Phillips qui insistent sur la relation entre le taux d'inflation et le taux de chômage, sur la base de cette principale question : « à quel prix en termes d'inflation doit-on payer une réduction du chômage ?²⁰ ». Il faut aussi mentionner l'économiste américain

18 *Labor Force Statistics from the Current Population Survey from 1948 to 1961* [en ligne : <http://data.bls.gov/pdq/SurveyOutputServlet>], consulté le 1^{er} février 2015.

19 Pierre Sicard, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995, p. 27-28.

20 Maurice Baslé, Camille Baulant, Françoise Benhamou, Jean-Joseph Boillot, Catherine Chalaye-Fenet, Bernard Chavance et Alain Gélédan, *Histoire des pensées économiques*, Paris, Éditions Sirey, 1988, t. II : *Les Contemporains*, p. 37.

Paul A. Samuelson qui a fait la synthèse entre la politique budgétaire et la politique monétaire. Par ailleurs, ce dernier deviendra un conseiller de Kennedy. En d'autres termes, le taux de l'inflation prime sur celui du chômage, parce qu'on estime que le plein emploi reviendra avec la baisse de l'inflation. Grâce à la baisse des prix (et conjointement celle des salaires), la valeur de la monnaie se rétablit avec un niveau identique du volume monétaire. De ce point de vue théorique, le résultat est un pouvoir d'achat amélioré, sans avoir eu besoin d'augmenter les dollars en circulation.

38

Considérons à présent que le taux d'intérêt du dollar peut aussi éclairer les choix du gouvernement d'Eisenhower en matière de politique économique. L'économie américaine a connu deux récessions en une courte période, au cours des années 1957-1958 et 1960-1961. Le taux d'intérêt du dollar atteint 3 % en août 1960²¹. Sur ce point, le secrétaire du Trésor, Robert B. Anderson, et son collaborateur, Julian Baird, veulent montrer qu'aucune mesure n'a été prise au niveau des taux d'intérêt afin de stimuler l'économie : « c'est en soi un signal fort pour l'extérieur²² ». Cela prouve que l'économie américaine reste solide malgré le déficit de la balance des paiements et qu'elle n'a pas besoin de baisser les taux d'intérêt pour relancer l'économie. Cette démarche sera-t-elle payante ?

En automne 1960, les États-Unis sont confrontés à une spéculation contre le dollar, parce qu'ils sont considérés comme affaiblis par ce déficit. Cette spéculation a pour but de les conduire à réajuster la valeur du dollar par rapport à la production d'or. La question qui se pose alors est celle-ci : faut-il tenir compte de la production d'or aux États-Unis qui est en baisse, d'après le **tableau 4** fourni par le département du Trésor, ou de celle qui augmente dans le monde et qui provient en grande partie d'Afrique du Sud et de l'URSS ? Sur ce dernier point, « les États-Unis se sont aussi opposés à une augmentation du prix de l'or parce que cela profiterait spécifiquement à l'Afrique du Sud et à l'Union soviétique, les deux principaux producteurs d'or²³ ». De son côté, l'économiste Barry Eichengreen parle d'une production d'or mondiale en baisse, alors que d'après le **tableau 4**, celle-ci est plutôt en augmentation constante²⁴. Quelle est la réalité de la situation ?

21 Lawrence H. Officer, « What Was the Interest Rate Then ? », *Economic History Services* [en ligne : http://www.eh.net/hmit/interest_rate], consulté le 1^{er} février 2015 ; CE : Direction générale des Affaires extérieures : BAC 565/1965 n° 167 ; CE : Direction générale des Affaires économiques et financières : BAC 26/1969 n° 179.

22 NA, RG 56, GHW : *Study of our Gold in the Balance of Payments*, 18 janvier 1960.

23 Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods...*, *op. cit.*, p. 9 (cité sous la référence FOMC (Foreign Open Market Committee), *Task Force Paper* n° 3, 1990, p. 10).

24 Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege...*, *op. cit.*, p. 51.

Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars)

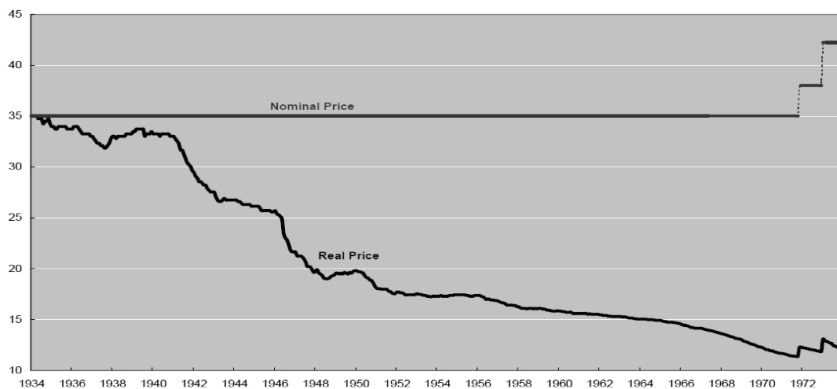
Année	États-Unis	Reste du monde (hors URSS)
1950	80,1	864,5
1951	66,3	840,0
1952	67,4	868,0
1953	69,0	864,5
1954	65,1	910,0
1955	65,7	955,5
1956	65,3	994,0
1957	63,0	1036,0
1958	61,6	1064,0

Note : valeur de l'once d'or : 35 dollars.

Source : NA, RG 56, GHW, Boîte 100, 1960.

Or, d'après le **graphique 2**, se vérifie l'hypothèse d'un réajustement du dollar par rapport au prix de l'or, qui baisse avec l'augmentation de la production d'or mondiale²⁵. En définitive, le dollar est surévalué depuis l'entrée en guerre des États-Unis en 1941.

Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars)



Note : valeur de l'once d'or depuis 1934 : 35 dollars.

Sources : Bureau of Labor Statistics.

Cependant, le président Eisenhower s'est engagé à ne jamais céder aux pressions des marchés financiers pour dévaluer le dollar. Dans sa directive, il ne mentionne ni la spéculation sur le dollar ni les sorties d'or occasionnées.

25 Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods...*, op. cit., p. 49.

Après avoir considéré les différentes catégories constituant la balance des paiements, le déficit américain atteint en 1960 : 3,929 milliards de dollars d'après les statistiques du gouvernement²⁶, ce qui correspond aux 4 milliards de dollars signalés par Eisenhower dans sa directive. Ce montant paraît certes bien dérisoire si on le compare à celui des décennies suivantes. En 2015, ce déficit est devenu un « mur fiscal » : il s'élève à 16 000 milliards de dollars.

40 Si l'on se remet dans le contexte de l'époque, le solde négatif de 4 milliards de dollars en 1960 finit par inquiéter le gouvernement Eisenhower. Il n'est pourtant pas nouveau, car il existe depuis 1949. Mais, en 1958, il atteint un niveau encore plus élevé que celui des années précédentes, comme s'il avait franchi une limite convenue. De 1950 à 1956, il atteint 1,5 milliard de dollars ; en 1957, il est résorbé grâce à une augmentation des exportations liée à la crise de Suez de 1956. Il s'est aggravé à nouveau en 1958 en atteignant 3,4 milliards de dollars, soit plus du double habituel ; en 1959, il augmente encore avec 3,7 milliards de dollars et, en 1960, il atteint environ 4 milliards de dollars. Le niveau du déficit de la balance des paiements a doublé entre 1950 et 1956 et surtout entre 1958 et 1960. Étant donné que le dollar est désormais attaqué à cause de ce déficit américain, peut-il encore être considéré comme la monnaie internationale ?

Le choix d'une « discipline monétaire »

Pour résoudre ce déficit, la solution consisterait à relancer les exportations américaines (pour une valeur de 3 milliards de dollars) et à partager le fardeau (économiser 1 ou 2 milliards sur le total des 5 milliards de dollars des dépenses publiques). Encore une fois, cela semble simple sur le papier, mais est-ce réalisable dans la pratique ? Tout se passe comme si le gouvernement avait estimé une moyenne entre ces deux catégories de dépenses (qui représentent un total de 8 milliards de dollars) afin d'effacer le déficit de 4 milliards de dollars. Et sont laissés de côté les sorties de dollars et d'or, et les avoirs en dollars possédés à l'étranger. Il est certain que le gouvernement fait le choix ne pas trop déstabiliser les marchés financiers eux-mêmes. C'est pourquoi la directive d'Eisenhower a concentré ses critiques sur le manque de coopération des pays alliés qui connaissent, de surcroît, un excédent budgétaire.

En définitive, les États-Unis ne misent pas sur une réduction du volume des liquidités en dollar dans le monde, pour réduire leur inflation et améliorer la valeur du dollar. Ils optent plutôt pour une meilleure circulation de ces dollars, stockés dans les caisses des pays de l'Europe de l'Ouest et du Japon. Cette

²⁶ NA, RG 40, Holton : Table 1: Balance of payments (Millions of dollars): 1870-1918 by periods ; 1919-1961, annually, made in 1962.

circulation se ferait ainsi grâce à la relance des achats de produits américains à l'étranger et au partage des dépenses publiques extérieures (militaires et l'aide au développement). Par conséquent, le gouvernement d'Eisenhower ne propose pas de mesures pour réduire les sorties de dollars et d'or. Sa politique économique peut être qualifiée de « discipline monétaire », reflétant en cela le courant des économistes classico-keynésiens ou néo-keynésiens. Ces économistes très influents à l'époque privilégient en effet la réduction de l'inflation et la défense du dollar par le moyen d'une réduction d'impôts et des dépenses publiques extérieures, d'un taux d'intérêt élevé et d'une relance des exportations. C'est justement le programme d'Eisenhower.

UN « ÉQUILIBRE RAISONNABLE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS »

La directive d'Eisenhower de novembre 1960 en vient à utiliser l'expression d'un « équilibre raisonnable de la balance des paiements », qui est intéressante à approfondir. Dans les archives du gouvernement d'Eisenhower, se pose la question de savoir quel est le niveau raisonnable du déficit de la balance des paiements, pour rassurer les milieux financiers et restaurer la confiance dans le dollar. Et cette question a suscité de nombreux débats les mois précédant cette directive, ce que ne signale pas la bibliographie existante sur le sujet. En effet, il est courant de lire, par exemple : « à ce moment-là, les décideurs américains voyaient la détérioration de la balance des paiements après 1957 comme un phénomène temporaire – qui se réglerait de lui-même²⁷ ». C'est justement l'impression qu'ils donnent pour ne pas inquiéter l'extérieur. Comment faire par conséquent pour le gérer au mieux ?

Restaurer la confiance des marchés financiers

Le département du Trésor prend conscience que le déficit de 1958 est devenu un problème à long terme et tire le signal d'alarme dès l'année suivante, soit en 1959 :

Il est clair que le déficit de notre balance des paiements, qui a approché les 4 milliards de dollars en 1959, et qui coïncide avec l'augmentation d'or et des avoirs en dollars détenus à l'étranger, est trop grand. Ce que nous aimerions voir est une réduction régulière de ce montant, en autorisant, bien sûr, des fluctuations temporaires qui peuvent se produire au cours d'une année particulière²⁸.

²⁷ Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods...*, *op. cit.*, p. 41.

²⁸ NA, RG 56, GHW : *Sustainable Level...*, 14 janvier 1960, *op. cit.* Les citations sont extraites du même document.

Il ne s'agit pas de rétablir l'équilibre réel de la balance des paiements des États-Unis, c'est-à-dire d'obtenir un solde équilibré entre les entrées et les sorties, mais plutôt de tolérer un certain niveau du déséquilibre des comptes. Le département du Trésor tient en effet compte du contexte de la guerre froide qui a amené les États-Unis à assurer de plus grandes responsabilités avec des dépenses. Or celles-ci sont incompressibles ou encore impondérables. C'est pourquoi le sous-secrétaire du Trésor souligne : « il ne me semble pas désirable d'essayer de fixer un objectif définitif en ce qui concerne la taille supportable du déficit de la balance des paiements des États-Unis ou de dire exactement de quelle manière nous ferons baisser le déficit actuel ».

42

C'est à partir du mois de janvier 1960 que l'expression du niveau raisonnable ou de l'équilibre raisonnable sera reprise plusieurs fois dans les études et les discussions, jusqu'à son adoption par la directive d'Eisenhower en novembre. Comme le reconnaît G. H. Willis : « jusqu'à présent, la position était que nous aimerions réduire le déficit actuel et que nous avons parlé du but ultime d'un "équilibre satisfaisant" ou "d'un objectif satisfaisant"²⁹ ». Dorénavant, la prudence politique incite le gouvernement à adopter cette formule : « atteindre un équilibre raisonnable de la balance des paiements », parce que ce déficit commence à être envisagé comme inévitable. Cette formule vise à rassurer l'extérieur, c'est-à-dire les pays alliés et les marchés financiers. Ces derniers estiment en effet que ce déficit est incompatible avec la position mondiale des États-Unis. Toutefois, trop en parler risque d'alerter les marchés financiers, les bourses, les gouvernements alliés et, par voie de conséquence, d'ébranler la confiance placée dans le dollar. À l'inverse, ne pas rendre compte publiquement des efforts du gouvernement américain pour le résorber risque aussi de les inquiéter. Ainsi, le gouvernement cherche une sorte d'équilibre entre ces deux considérations. La part psychologique du déficit est en effet essentielle. « Nous ne devons pas nous présenter comme faibles financièrement. Cela affaiblirait non seulement notre influence politique et stratégique, comme vous l'avez fait remarquer, mais cela conduirait aussi à empirer les situations de l'or et de notre balance des paiements³⁰ ». Cette prudence politique est aussi le thème d'une discussion qui a lieu en octobre suivant, entre le département du Trésor et la Banque fédérale de réserve de New York.

Deux extrêmes doivent être évités. D'un côté, un ton non modéré et une action hystérique en ce qui concerne le dollar peuvent seulement aider à provoquer une vraie crise. De l'autre côté, cela n'aidera pas notre balance des paiements et

29 NA, RG 56, GHW : *Study of our Goal in the Balance of Payments*, 18 janvier 1960.

30 NA, RG 56, GHW : Lettre à C. M. Timberlake (ministre-conseiller de l'ambassade américaine à Bonn), de T. Graydon Upton (secrétaire adjoint du département du Trésor), 27 janvier 1960.

les sorties d'or de les considérer comme un phénomène temporaire, ce qui leur [les autres pays] donnera l'impression que nous ne faisons aucun effort³¹.

À la fin de l'année 1960, il est désormais admis au sein du gouvernement qu'une balance des paiements positive n'est pas possible. Par contre, il est possible d'améliorer ce déséquilibre devenu permanent³². La nuance est là. Il est aussi important de noter que ce déficit est considéré désormais comme permanent à partir de 1960 alors qu'en 1958, il était plutôt accidentel.

Cependant, la directive d'Eisenhower intervient au moment où le démocrate John F. Kennedy est élu président des États-Unis, en novembre 1960. Pourrait-elle être considérée comme une feuille de route qui lui est destinée, puisqu'Eisenhower termine son mandat présidentiel en janvier 1961 ? Dans ce cas, Kennedy la suivra-t-elle fidèlement ?

Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis

En janvier 1961, le bureau du Budget a remis au président Eisenhower, qui l'a demandé, un rapport intitulé : *Organisation et coordination des activités économiques extérieures (Organization and Coordination of Foreign Economic Activities)*. Cette étude est le résultat d'un vaste travail mené au niveau interdépartemental pendant les six derniers mois.

Rédigé avant la prise de fonction du président récemment élu, John F. Kennedy, ce rapport s'avère être un document très précieux. Il recommande de nouvelles orientations en matière de politique économique extérieure, en prenant en compte les nouveaux défis qui se présentent à l'aube de la décennie 1960. Bien qu'il s'agisse d'affaires extérieures, le rapport fait ressortir que les priorités du gouvernement américain, comme dans le passé, relèvent de la politique intérieure. D'après ce rapport du Budget :

Les efforts du gouvernement américain dans le domaine économique extérieur ont grandi et évolué avec le développement des États-Unis en une puissance mondiale, avec les interrelations des affaires économiques internationales et intérieures, et avec la dureté de la compétition nationale de la part du monde communiste. Aujourd'hui, ces efforts sont non seulement une partie fondamentale de la politique extérieure des États-Unis, mais jouent aussi un

31 NA, RG 56, GHW : *Conversation with Mr. Hayes and Mr. Coombs of the New York Federal Reserve Bank (and with Secretary Anderson, Mr. Walker, Mr. Lennartson and Mr. Willis of the Treasury Department)*, 14 octobre 1960.

32 NA, RG 56, GHW : *Recommendations on our Balance of Payments and Gold Outflows*, by B. L. Johnson and H. S. Reuss to B. Spence, 22 décembre 1960.

rôle important en favorisant l'économie intérieure par le développement des capacités productives des États-Unis³³.

Depuis 1945, l'intérêt national des États-Unis ne s'est pas concentré seulement sur les problèmes de la défense. Le plan Marshall de 1947 proposé à l'Europe de l'Ouest a mis en pratique l'adage suivant : « consolider une démocratie en consolidant d'abord son économie ». La sécurité européenne serait ainsi garantie grâce à une économie solide et forte. Le National Advisory Council a mis aussi en évidence le changement de l'environnement international pour élaborer ce rapport :

[...] Il a été reconnu que notre politique dans les organisations internationales affecterait, dans de nombreux cas, et serait affectée, par notre politique monétaire et financière nationale aussi bien qu'internationale. [...] Le besoin de coordination des activités des États-Unis, des représentants américains et gouvernementaux dans les institutions internationales dans ce domaine a plutôt accru qu'il n'a diminué avec le temps (depuis 1945), depuis que les transactions financières sous des conditions diverses ont l'intention d'opérer d'une manière différente [...] ³⁴.

44

Or cette réorganisation de la politique économique extérieure des États-Unis est inscrite dans les orientations de la directive du 17 novembre 1960. Il s'agit de le faire en fonction du déficit de la balance des paiements américaine. Pour parvenir, l'Europe de l'Ouest et le Japon doivent être encadrés, afin de partager un peu plus équitablement le fardeau des dépenses militaires et de l'aide au développement des pays du Tiers Monde. Comment réaliser ces objectifs ?

Grâce aux institutions universelles et régionales, le multilatéralisme paraît être le meilleur cadre pour relier ces pays avec les États-Unis depuis 1945. Ce cadre multilatéral fait du déficit de la balance des paiements américaine le pivot central du système. Un nouvel équilibre est désormais à trouver entre les trois partenaires, les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon, et le Tiers Monde allié dans ce « monde libre » et multilatéral et le déficit américain symbolise l'intérêt mutuel des partenaires. Il faut dès lors réfléchir à une organisation administrative efficace au sein du gouvernement américain pour relever ce défi.

Les activités économiques extérieures du gouvernement américain sont caractérisées par une très grande dispersion parmi les services et les départements

³³ NA, RG 40, ExeSec : Bureau du Budget, *Staff Study of Organization and Coordination of Foreign Economic Activities, Pursuant to Section 604, Mutual Security Act of 1960*, janvier 1961.

³⁴ NA, RG 56, GHW : *Report on the National Advisory Council on International Monetary and Financial problems (prepared in connection with a study required by Section 604, Mutual Security Act, 1960)*, « Introduction », septembre 1960.

exécutifs. Quinze services recensés dans ce rapport ont des responsabilités importantes dans les problèmes économiques extérieurs³⁵.

Cependant, on peut supposer que cette réorganisation de la politique économique extérieure répond au discours de Khrouchtchev du 28 mai 1960. Ce dernier déclare qu'il faut : « renforcer par le travail créateur la cause de la paix, assurer la victoire dans la compétition économique avec le capitalisme³⁶ ». Est ainsi lancée une autre forme de lutte entre l'URSS et les États-Unis, fondée sur une compétition économique et non plus seulement militaire. Khrouchtchev reprend plus tard cette idée lors du xxii^e Congrès en octobre 1961 : « l'Occident devrait renoncer à la guerre en raison des progrès économiques et militaires des pays socialistes et du succès des campagnes pour la paix dans les pays capitalistes³⁷ ». Ce dernier a besoin d'une détente avec les États-Unis à cause de la situation de l'économie soviétique et surtout afin d'y développer les industries de consommation³⁸. La détente avec l'Occident et une nouvelle compétition entre les deux blocs sur une base économique s'inscrivent dans la « coexistence pacifique », lancée plus tôt, en février 1956, par Khrouchtchev.

Cette nouvelle politique extérieure de l'URSS illustre aussi un tournant quant à l'utilisation de l'arme atomique, devenue trop dangereuse pour l'humanité entière. De même, elle tente d'exploiter les divergences entre les pays qui existent au sein du « monde libre », afin de fissurer cet ensemble uni³⁹. Francis J. Gavin souligne à juste titre dans son ouvrage l'importance du contexte de la crise de Berlin, survenue plus tôt, dans cette politique de défense du dollar des États-Unis : « l'effondrement économique, qui en serait résultée, pouvait fracturer l'alliance atlantique et donner la victoire à l'Union soviétique sans avoir tiré un coup de feu⁴⁰ ». Mais il me semble qu'il se focalise essentiellement sur le poids stratégique que représente le maintien des troupes américaines en Europe de l'Ouest et de l'aide à l'étranger, qu'est le partage du fardeau⁴¹. La compétition économique lancée par Khrouchtchev pèse aussi dans cette stratégie de défense

35 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*, p. II-1.

36 Discours de Nikita Khrouchtchev : « Conférence de l'URSS des participants d'avant-garde à l'émulation des brigades et des ouvriers de choc du travail communiste, 28 mai 1960 », *Études soviétiques*, 1960.

37 Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 361.

38 *Ibid.*

39 *Ibid.*, p. 323-325.

40 Francis J. Gavin, *Gold, Dollars and Power. The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2004, p. 34.

41 L'ouvrage d'Hubert Zimmermann (*Money and Security. Troops and Monetary Policy in Germany's Relations to the United States and the United Kingdom, 1950-71*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002) nuance aussi ce point de vue.

du dollar, tout comme sa visite effectuée en septembre 1959 aux États-Unis qu'il a parcourus en long et en large.

La réorganisation de la politique économique extérieure des États-Unis peut être considérée comme un nouveau « plan de bataille ». L'expérience d'Eisenhower en tant que général et surtout en tant que commandant des forces alliées, pour remporter la guerre contre le nazisme en 1944-1945, a certainement servi au début des années 1960. Ayant conscience qu'une compétition économique de cette ampleur, qui met en balance le capitalisme du monde occidental et le communisme du monde soviétique, ne se gagne pas seule – même si les États-Unis sont devenus depuis 1945 une véritable puissance mondiale –, Eisenhower met en ordre de bataille tous les pays alliés, qu'ils soient industrialisés ou sous-développés. De plus, les institutions multilatérales ont cet atout de pouvoir les rassembler en un seul cadre, pour gagner la guerre froide.

46 Dans cette optique, Eisenhower dénonce dans son allocution d'adieu, le 17 janvier 1961, l'influence du complexe militaro-industriel, qui représente à terme un danger pour la sécurité des États-Unis et du monde.

Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie d'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. L'influence totale-économique, politique et même spirituelle – est ressentie dans chaque ville, dans chaque parlement d'État, dans chaque bureau du gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. Cependant, nous ne devons pas échouer à comprendre ses graves implications. [...] Dans les assemblées du gouvernement, nous devons nous garder contre l'acquisition de l'influence injustifiée, sollicitée ou non, du complexe militaro-industriel. Le potentiel pour une ascension désastreuse d'un pouvoir déplacé existe et persistera⁴².

Ces deux discours, l'un de Khrouchtchev et l'autre d'Eisenhower, prononcés à quelques mois d'intervalle, inaugurent cette nouvelle politique de la guerre froide au début de la décennie 1960. Ils révèlent en effet que leur politique n'est pas seulement fondée sur la rivalité militaire. Par ailleurs, Kennedy signera quelques mois plus tard avec Khrouchtchev les accords de réduction de l'arsenal militaire de chaque côté. Même si le début du mandat présidentiel de Kennedy coïncide avec les plus grandes tensions de guerre froide, la détente commencera après la crise des missiles de Cuba en 1962.

42 DDE : Discours du président Eisenhower depuis son bureau de la Maison-Blanche, *DDE's Papers as President, Speech Series, Box 38, Final TV Tal*, 17 janvier 1961, [en ligne : <http://www.eisenhower.archives.gov>], consulté le 1^{er} février 2015.

Pour revenir au contexte de janvier 1961, le président républicain Eisenhower a une vision à long terme de la réorganisation du monde occidental sur la base multilatérale. De même, le président démocrate Roosevelt a eu cette même vision à long terme pour l'après-guerre, en organisant le multilatéralisme. Cette continuité en politique extérieure des États-Unis ne peut surprendre, car elle repose sur un consensus admis dans le cadre de la guerre froide et même dans l'après-guerre froide. Cependant, le président Bush Jr. l'a beaucoup remis en question. Pour revenir au rapport du Budget, les enjeux à venir sont précisés :

Aujourd'hui, les États-Unis entrent dans une nouvelle phase de leurs activités économiques extérieures nécessitant, plus que jamais, une reconnaissance de l'interrelation entre les aspects divers des affaires économiques extérieures – l'assistance à l'étranger, la politique commerciale, la balance des paiements internationaux et la défense économique. Cette ère verra l'émergence d'un nouveau type d'assistance, qui a pour nom la construction d'une nation [*Nation-Building*], comme une partie importante de la politique extérieure des États-Unis.⁴³

Le *Nation Building* est un concept largement utilisé dans les années 1950 et 1960. L'économiste américain Walt W. Rostow l'a repris dans sa théorie de la modernisation parue en 1960, sous le titre *Les Étapes de la croissance économique. Un manifeste non communiste*⁴⁴. Eisenhower a particulièrement apprécié cette théorie, en l'intégrant à sa nouvelle politique économique extérieure des États-Unis⁴⁵. Walt W. Rostow a en effet proposé un modèle d'industrialisation alternatif à celui du communisme. Face à la compétition économique lancée par Khrouchtchev, Eisenhower modifie alors à la fin de son mandat sa politique d'assistance aux pays du Tiers Monde. Cela consiste à les aider à construire, par étapes, des États aux assises économiques solides, sur le modèle de la démocratie libérale. Comme l'Europe de l'Ouest, le Tiers Monde doit aussi être préservé du communisme. Mais, à la différence de l'Europe de l'Ouest, il n'est pas industrialisé ou à peine. Par ailleurs, Walt W. Rostow sera le conseiller de Kennedy. Son influence auprès de ces deux présidents est indubitable.

Pour continuer à cerner le contexte historique du *Nation Building*, Khrouchtchev tient, le 6 janvier 1961 un autre discours important au Kremlin et à destination des pays du Tiers Monde. Ce discours a été traduit et rendu public

43 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*, p. 1-3.

44 Walt W. Rostow, *The Stages of Economic Growth. A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

45 Kathryn C. Statler et Andrew L. Jones (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « Harvard Cold War Studies Book », 2006, p. 63-65.

dans la presse le 18 janvier 1961, juste après le discours d'adieu d'Eisenhower du 17 janvier 1961. « Les commentateurs de la presse américaine ont considéré ce discours inhabituellement brutal pour affirmer le but de l'URSS d'établir le communisme dans le monde et pour utiliser le désarmement et la coexistence pacifique comme une simple tactique dans la lutte pour dominer le monde⁴⁶ ».

Plus précisément, Khrouchtchev déclare que l'URSS soutient les luttes « sacrées » des peuples des colonies et leur promet de défendre « les guerres de libération nationale »⁴⁷. Il reprend les termes déjà employés en 1920 lors du congrès de Bakou, et en 1927 au congrès de Bruxelles. Ces deux congrès avaient été organisés en faveur des pays colonisés, et ils ont marqué le début du soutien de l'URSS à leurs luttes pour l'indépendance. En 1961, Khrouchtchev veut s'inscrire dans cette tradition en rappelant cet engagement. Cela explique pourquoi Eisenhower a choisi d'inclure, sans attendre, ces nouveaux pays dans le système multilatéral, dès le lancement du Dillon Round au GATT.

48

Ainsi, la réorganisation de la politique économique extérieure des États-Unis répond aux trois contextes liés à la guerre froide : la crise de Berlin, la compétition économique avec l'URSS et la volonté d'ancrer les pays du Tiers Monde du côté occidental. C'est pourquoi le rapport du Budget de 1961 définit sept objectifs de politique économique extérieure, qui forment un « ensemble générique » :

Une économie américaine croissante et solide. Une expansion du commerce extérieur libre des restrictions pénibles. Une intégration économique régionale. Une défense mutuelle forte. Le développement des nations sous-développées. Une participation de l'entreprise privée dans l'investissement à l'étranger. Répondre à la compétition économique du bloc sino-soviétique⁴⁸.

Ces objectifs reprennent les mesures annoncées dans la directive d'Eisenhower de novembre 1960, avec une mention spéciale toutefois pour l'intégration économique régionale. Alors que ce modèle inspiré de la CEE a été auparavant combattu par Eisenhower lui-même, il serait maintenant une voie à suivre pour les autres régions du « monde libre », sans pour autant créer de nouvelles barrières commerciales⁴⁹. C'est le département d'État, responsable des Affaires européennes, dont le directeur est George Ball, qui l'a fait ajouter aux objectifs d'ensemble : « une adoption possible du modèle d'intégration d'un "Marché

46 Deborah Welch Larson, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000, p. 110.

47 Michael E. Latham, *Modernization as Ideology, American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2000, p. 3.

48 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*, p. 1-4.

49 *Ibid.*, p. 1-5. Voir aussi Régine Perron, « La CEE face aux États-Unis : l'examen du traité de Rome au GATT en 1957 », dans Marie-Thérèse Bitsch, Wilfried Loth et Raymond Poidevin (dir.), *Institutions européennes et identité européenne*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1998, p. 217-239.

Commun” pour une communauté atlantique plus large⁵⁰ ». Pense-t-on à l’intégration de la Grande-Bretagne dans la CEE ?

Pour conclure sur ce rapport de janvier 1961, « le résultat pour le monde libre dépend largement du succès de la réalisation des objectifs économiques des États-Unis⁵¹ ». Ce rapport sera-t-il remis au président John F. Kennedy ? Ce dernier aura-t-il la même vision du « monde libre » à construire sur de nouvelles bases multilatérales ? Ou bien imprimera-t-il sa propre marque ? On sait, par contre, que le secrétaire du Trésor, Robert B. Anderson, a communiqué une copie d’un rapport sur la balance des paiements au nouveau président, le 13 janvier 1961, soit une semaine avant son discours d’investiture⁵². Ce rapport cherche avant tout à l’éclairer sur les causes de ce déficit. Mais le jour suivant, G. H. Willis, sous-secrétaire du Trésor, adresse une lettre à Douglas Dillon, sous-secrétaire d’État d’Eisenhower – ce dernier étant pressenti pour être le secrétaire du Trésor du président Kennedy⁵³. Cette lettre énonce cette fois-ci toutes les mesures à prendre pour restaurer la confiance internationale dans le dollar. De cette manière, le département du Trésor d’Eisenhower a joué le rôle de « passeur » auprès de Kennedy pour lui suggérer (très fortement) les mesures urgentes à prendre.

Les dernières mesures transmises à Kennedy

Ces manœuvres diplomatiques ont eu lieu, parce qu’Eisenhower n’a pu présenter ses dernières mesures au Congrès, alors capitales aux yeux du Trésor :

Avec l’approbation expresse du président, je vous écris au sujet des recommandations que ce gouvernement avait préparées pour les présenter au Congrès, mais qui les a différées. Ainsi, ces propositions et d’autres peuvent être appréciées à leur juste lumière et en coordination avec les autres actions que le prochain gouvernement peut prévoir de recommander au Congrès⁵⁴.

En premier lieu, Eisenhower a essayé de faire voter une mesure visant à supprimer les amendements promulgués en 1948 et 1949. Ceux-ci n’ont plus taxé les marchandises achetées à l’extérieur par les Américains de retour au pays. La taxe va jusqu’à 500 dollars. Cette mesure peut sembler insignifiante, mais : « [...] les États-Unis ont introduit unilatéralement [ces amendements]

50 NA, RG 56, GHW : *Substantive problems on which guidance is required*, 19 octobre 1960.

51 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*, p. 1-6. Francis J. Gavin développe cet épisode dans son ouvrage *Gold, Dollars and Power*, *op. cit.*, p. 55-57.

52 NA, RG 56, Roosa : Federal Reserve Bank of New York, Lettre à Robert V. Roosa (with copy of US Balance of Payments, 6 January 1961), de Douglas Dillon, 13 janvier 1961.

53 Burton I. Kaufman, *Trade and Aid...*, *op. cit.*, p. 196. D’après l’auteur, c’est le secrétaire du Trésor Robert B. Anderson qui a adressé cette lettre à Douglas Dillon.

54 NA, RG 56, GHW : Lettre à Douglas Dillon, de George H. Willis, 14 janvier 1961.

en 1948 et 1949 pour aider l'Europe dans sa reconstruction d'après-guerre. Les situations de l'Europe et des États-Unis ont maintenant changé⁵⁵ ». Cela concerne surtout (et même principalement) les militaires américains stationnés en Europe de l'Ouest et les familles qui les ont rejoints. Ces amendements ont coïncidé d'abord avec la signature du pacte de Bruxelles en 1948 entre les pays de l'Europe de l'Ouest et auquel ont été associés les États-Unis, ensuite avec la signature du traité qui a fondé l'OTAN en 1949 et qui a pérennisé les bases militaires américaines sur place. Ils ont représenté en fait un solde négatif de 800 millions de dollars en 1959, soit près d'un milliard, d'après le tableau 4 fourni par le Trésor à Kennedy⁵⁶. Comme le déficit en 1959 est de 4 milliards de dollars, cette mesure représente presque un quart du déficit américain.

En second lieu :

50

Il y a un autre domaine sur lequel j'ai [Anderson] espéré qu'une action serait prise plus tôt. Je pense à certaines réformes d'impôts, comme celles qui pèsent aussi sur notre balance des paiements. Comme le président l'a exposé dans son Message du Budget, il y a un besoin constant de réévaluer le système des impôts pour assurer qu'il fonctionne équitablement, avec un minimum d'effets négatifs sur le travail, l'épargne et l'investissement⁵⁷.

Il s'agit de baisser les impôts pour accompagner la relance de l'économie, ce qui va dans le sens de la position mondiale des États-Unis. Mais le département du Trésor vise surtout les niches fiscales et conseille à Kennedy de corriger leurs effets néfastes. Le nouveau président retiendra-t-il ces recommandations communiquées in extremis ?

RESTAURER LA CONFIANCE DANS LE DOLLAR : L'OBJECTIF REPRIS PAR KENNEDY

Les premières semaines du mandat présidentiel de Kennedy sont marquées par deux discours qui présentent les grandes lignes politiques sur la question du déficit de la balance des paiements.

Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961

Comme le souligne le nouveau secrétaire du Trésor, Douglas Dillon :

Les banquiers suisses ont signalé ce matin à la Banque de réserve fédérale de New York par téléphone que le discours du président a créé la bonne atmosphère

55 *Ibid.*

56 NA, RG 56, Roosa : 6 janvier 1961, *op. cit.*

57 NA, RG 56, GHW : 14 janvier 1961, *op. cit.* Les citations suivantes proviennent du même document.

et a été cent pour cent bien reçu. Les banquiers signalent, cependant, qu'ils attendent maintenant que le secrétaire du Trésor puisse s'engager à réaliser les objectifs de ce Message. [...] À Londres, la plupart des commentaires des journaux sont favorables⁵⁸.

Ce discours a atteint son objectif : rassurer les milieux financiers européens, la City de Londres et la Suisse.

Pour mener la politique monétaire et financière, Kennedy s'entoure de personnes venant d'horizons différents, que le journal de *Wall Street* a appelées « l'équipe économique de Kennedy [*Kennedy's Economic Team*]⁵⁹ ».

Le terme « troïka » a déjà prouvé être une description appropriée – adopté avec ironie entre eux-mêmes – pour les trois cadres centraux de la politique économique du président Kennedy : le secrétaire du Trésor Dillon, le président Heller du Council of Economic Advisers (CEA), et le directeur du Budget Gordon. La troïka à Washington a agi comme un groupe, avec sa propre identité⁶⁰.

Walter Heller, à la tête du CEA, est un économiste de tendance keynésienne, venant de l'université du Minnesota. Il est considéré comme le plus progressiste de l'équipe. Ensuite, Douglas Dillon, secrétaire du Trésor, a été le sous-secrétaire d'État d'Eisenhower et a financé la campagne du républicain Nixon. Il est assisté par Robert V. Roosa, en tant que sous-secrétaire du Trésor, qui vient de la Banque fédérale de réserve de New York. De même, Douglas Dillon a à ses côtés Henry Fowler, un autre républicain, auparavant sous-secrétaire du Trésor sous Eisenhower. Cette fois-ci, ce dernier est nommé au poste de sous-secrétaire du Trésor pour les Affaires monétaires. William McChesney Martin occupe le poste de directeur de la Réserve fédérale depuis 1951. Kennedy opte pour un département du Trésor plus républicain que démocrate, afin de rassurer les milieux financiers sur la politique monétaire et financière des États-Unis⁶¹.

Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961

Ce deuxième discours, prononcé le 6 février 1961 au Congrès, est décisif. Il fait écho à la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960. « Notre balance des paiements – les comptes qui montrent le résultat de toutes nos relations

58 NA, RG 56, GHW : Mémoire au président, *Preliminary Reactions in European Financial Circles to the State of the Union Message*, de Douglas Dillon, 31 janvier 1961.

59 NA, RG 56, Fowler : Arlen J. Large, « How Policy is Shaped by Heller, Gordon, Dillon and Martin », *The Wall Street Journal*, 17 juin 1963.

60 *Ibid.*

61 NA, RG 56, Dillon/Fowler : Maison-Blanche, *Memorandum for the Secretary of Treasury*, de John F. Kennedy, 17 janvier 1961 ; Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege...*, *op. cit.*, p. 55.

commerciales et financières avec le monde extérieur – est devenue un des facteurs clés de notre vie économique nationale⁶² ». Kennedy présente une longue liste de mesures, qui reprennent pour l'essentiel la directive de novembre 1960, ainsi que les recommandations transmises indirectement par Eisenhower⁶³. D'un côté, des mesures fiscales ponctuelles sont à mettre en place de toute urgence : réguler les sorties d'or et de dollars, par le moyen d'un traitement fiscal des investissements américains à l'étranger (impôt et niches fiscales) ; l'interdiction de posséder de l'or à l'étranger faite aux Américains ; le rétablissement des hors-taxes pour les Américains revenant de l'étranger ; l'organisation du tourisme aux États-Unis. De l'autre, des mesures d'ordre plus général visent la maîtrise de l'inflation, la relance des exportations américaines et la réduction des dépenses publiques extérieures (militaires et l'aide au développement). Enfin, deux mesures concernent le système multilatéral lui-même : les réformes du FMI et de la Banque mondiale, et la poursuite de la création de l'OCDE pour remplacer l'OECE.

Ces deux discours montrent la volonté de Kennedy de s'attaquer au déficit de la balance des paiements. En cela, le *New Look* de Kennedy prolonge celui de son prédécesseur et ne diffère guère sur le plan monétaire et fiscal. On retrouve cette synthèse classico-keynésienne ou néo-keynésienne, constatée auparavant dans les derniers mois du gouvernement d'Eisenhower. La priorité est en effet donnée à la défense du dollar, mais cette orientation fait grincer les dents des démocrates, en particulier ceux des conseillers économiques de Kennedy. Il s'agit aussi de montrer aux milieux financiers qu'un président démocrate ne va pas accroître le déficit avec une augmentation des dépenses publiques. La réputation dépensière liée au parti démocrate est tenace.

Le dilemme de la balance des paiements

John K. Galbraith, économiste de tendance keynésienne nommé ambassadeur des États-Unis en Inde par Kennedy, n'hésite pas à prendre sa plume pour avertir le président sur les conséquences d'une telle politique monétaire et fiscale. À ses yeux, l'essentiel des préoccupations devrait porter sur l'économie américaine. Ainsi, il pointe les priorités suivantes :

Le chômage reste très élevé. [...] En fait, personne ne connaît le niveau et la durée du redressement économique. Aussi longtemps qu'il existera, le grand nombre de chômeurs non volontaires doit être la principale préoccupation de

62 NA, RG 40, ExeSec : Maison-Blanche, *Message on Balance of Payments and Gold*, du président au Congrès des États-Unis, 6 février 1961.

63 NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Mémorandum à Wolfe, Actions Required by the Economic and Balance of Payments Messages*, de Theodore L. Eliot Jr. (assistant spécial du secrétaire du Trésor), 8 février 1961.

notre politique économique. Alors que le chômage est élevé, les prix ont été stables. D'où, sauf dans le sens purement hypothétique, c'est le chômage et non l'inflation dont on doit s'inquiéter⁶⁴.

Rappelons qu'en 1961, le chômage atteint 6 %. Galbraith s'oppose à l'application classico-keynésienne de la défense de la valeur du dollar (ou d'une politique monétariste), parce que le taux de chômage est plus élevé que celui de l'inflation qui, lui, est de 2 %.

Mais Galbraith est particulièrement virulent contre une nouvelle mesure insérée dans l'ensemble de la politique économique de Kennedy : la pratique des taux d'intérêt élevés suivie par la Réserve fédérale et le département du Trésor. C'est contraire à la théorie de Keynes. Celui-ci recommande en effet des taux d'intérêt faibles pour relancer la consommation des crédits ainsi que le pouvoir d'achat. La raison est que la Réserve fédérale et le Trésor redoutent que l'augmentation des crédits ne se répercute sur le volume monétaire en dollars disponibles dans le pays et dans le monde. Cela conduirait à la baisse de la valeur du dollar, et à la hausse des prix et des salaires aux États-Unis. Maîtriser l'inflation par la stabilité des prix et des salaires, avec des taux d'intérêt élevés, est en effet le *credo* du Trésor en ce début du mandat présidentiel de Kennedy. L'objectif vise à conserver la valeur du dollar au niveau international. Toutefois, pour les économistes keynésiens, cette politique déflationniste a pour inconvénient de ne pas favoriser le pouvoir d'achat des consommateurs et de ne pas s'attaquer au chômage.

Le secrétaire de l'Agriculture, Orville L. Freeman, s'insurge aussi contre cette orientation : « Cela vaut-il la peine de placer en priorité la question d'équilibrer le budget ?⁶⁵ » Et rappelle :

Les gens qui ont voté pour le président John Kennedy étaient largement les ouvriers dans les centres industriels et les fermiers dans le Sud. De mon point de vue politique, il y a un véritable danger que cette base qui vous soutient puisse être choquée par cette position économique, particulièrement quand le chômage et les bas revenus des fermiers persistent⁶⁶.

De son côté, le CEA de Walter Heller préconise aussi, dans la droite ligne de Keynes, de relancer la consommation intérieure, d'augmenter les dépenses

64 NA, RG 56, Fowler : Maison-Blanche, Mémoire au président, de John Kenneth Galbraith, *Economic Policy*, 12 juin 1961.

65 NA, RG 56, Fowler : Maison-Blanche, Lettre au président, d'Orville Freeman (secrétaire de l'Agriculture), 4 août 1961.

66 *Ibid.*

fédérales du gouvernement, de l'État fédéral et les dépenses locales⁶⁷. Tout se passe comme si les conseillers économiques de Kennedy, qui sont des adeptes de Keynes et qui ne font pas partie du département du Trésor, découvrent avec stupeur que leur président démocrate suit une autre politique économique que celle prévue. À leurs yeux, Kennedy devrait choisir de redresser en priorité l'économie américaine, en ne se préoccupant pas des dépenses publiques – même si cela risque d'aggraver le déficit et de perdre la confiance internationale dans le dollar. Mais il choisit la voie tracée par son prédécesseur : maintenir le rôle international du dollar, en se préoccupant de l'inflation. En même temps, il cherche à contrebalancer les effets négatifs d'une politique volontairement déflationniste qui, en général, ne favorise pas le pouvoir d'achat. C'est pourquoi il lance une politique volontariste de croissance et de plein emploi, afin de baisser le taux du chômage. C'est un équilibre difficile à trouver entre ces deux options. Néanmoins, la priorité de Kennedy est de redresser financièrement le pays dans un temps court, soit un à deux ans, comme l'a promis son secrétaire du Trésor, afin d'avoir ensuite les mains libres pour mener sa propre politique.

À la fin de l'année 1961, Heller qualifie le choix fait par Kennedy de « dilemme ».

Les États-Unis font face à un cruel dilemme en politique économique. 1– L'expansion économique du pays aggravera, temporairement du moins, notre balance des paiements. [...] 2– Les mesures pour améliorer rapidement la balance des paiements et renverser le flux de l'or reporteront le redressement économique du pays, en prolongeant et en accroissant le chômage. [...] Les pressions pour suivre la seconde solution sont très fortes. Mais nous vous enjoignons de leur résister. Nous croyons que ce serait une folie à courte vue de sacrifier l'économie intérieure pour une amélioration rapide de la balance des paiements⁶⁸.

Et il lui recommande alors d'« accepter le fait que le déficit de la balance des paiements ne peut pas être éliminé pendant le redressement économique qui prendra un an et demi à deux ans ». En ce qui concerne la protection du dollar, il assure : « nous avons toujours beaucoup d'or et nous pouvons nous permettre d'en perdre sans conséquences terribles ». En conclusion, Heller lui rappelle un fait historique qui a eu lieu en Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale :

67 JFK, NSF : Statement of the Council of Economic Advisers, W. W. Heller (Chairman), Kermit Gordon, James Tobin, before the Joint Economic Committee, *The American Policy in 1961, Problems and Policies*, 6 mars 1961.

68 JFK, Sorensen : Mémoire pour le président, *The Balance-of-Payments Dilemma*, de Walter W. Heller (président du CEA), 28 novembre 1961. Les citations suivantes sont extraites du même document.

En 1925, Winston Churchill, alors chancelier conservateur de l'Échiquier, a résolu un dilemme similaire en suivant la voie préconisée par les banquiers, c'est-à-dire en faveur d'une livre sterling « saine » et de son prestige mondial, et contre l'économie intérieure. Les conséquences (vues par Keynes dans *Les conséquences économiques de M. Churchill*) ont été : la Grande-Bretagne a connu un chômage et une dépression longtemps après 1929-1930 ; le travail a été aliéné par la politique déflationniste et il y a eu une grève générale sanglante en 1926 ; à la fin, la livre sterling a été de toute façon dévaluée.

Cette présentation sèche et implacable de Heller, alors très proche du président, a-t-elle porté ses fruits ?

À la lumière de cette présentation, Kennedy choisit d'atteindre l'équilibre budgétaire, pendant la première année de son mandat, afin de protéger le dollar. Jusqu'à présent, l'historiographie a parlé d'une forme d'obsession de sa part quant à la résolution du déficit de la balance. Mais elle n'a pas mis en évidence qu'Eisenhower en a été aussi très préoccupé à la fin de son mandat, à cause du nouveau contexte de la guerre froide⁶⁹. Le nouveau président, ayant fait le choix d'une continuité en matière fiscale et monétaire, avec un département du Trésor républicain et en phase avec le Congrès républicain nouvellement élu, refuse en effet l'augmentation de l'ensemble des dépenses publiques.

Ce sont les relations internationales qui ont guidé Kennedy pour choisir une amélioration rapide de la balance des paiements en 1961, en mettant en place une politique dite déflationniste et plus conservatrice que progressiste, c'est-à-dire plus proche des républicains que celle des démocrates. Habituellement, le consensus existe entre les républicains et les démocrates américains sur la politique extérieure. Est-ce identique au niveau d'une politique économique extérieure, étant donné les protestations virulentes des conseillers économiques de Kennedy ? Peut-être ces derniers ont-ils pensé que Kennedy emprunterait le chemin tracé auparavant par Roosevelt avec le *New Deal* ? Mais les données ont changé depuis que la guerre froide s'est installée. Cela expliquerait leur stupeur. Pour l'historien Francis J. Gavin, le lien essentiel, aux yeux de Kennedy, s'établit entre la politique monétaire américaine, la politique nucléaire et la politique de sécurité en Europe de l'Ouest⁷⁰. J'ajouterais à cette liste la politique à l'égard du Tiers Monde, qui tient une place importante sous Kennedy, tout comme elle l'a tenue sous Eisenhower.

69 William S. Borden, « Defending Hegemony: American Foreign Economic Policy », dans Thomas G. Paterson, *Kennedy's Quest for Victory, American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, 1989, p. 63 ; Francis J. Gavin, *Gold, Dollars and, Power...*, *op. cit.*, p. 59.

70 Francis J. Gavin, *Gold, Dollars and, Power...*, *op. cit.*, p. 59-60.

Réduire le déficit de la balance des paiements extérieurs et maintenir la force du dollar en tant que monnaie internationale sont les deux éléments qui fondent les assises financières du monde libre occidental, alors essentiels dans le contexte de la compétition économique engagée avec l'URSS. Kennedy est, avant tout, un président pragmatique en économie, comme son prédécesseur Eisenhower. De plus, Kennedy rompt avec la tradition keynésienne du parti démocrate, observée depuis Roosevelt. Dans le contexte de la guerre froide, il a choisi le dollar en tant que monnaie internationale et non le dollar au service de l'économie américaine. C'est en cela que c'est une grande rupture au niveau de la politique économique extérieure entre Kennedy et le parti démocrate. La balance des paiements américaine s'est-elle améliorée au cours des mois suivants ?

Le choix de l'équilibre budgétaire

56

En juillet 1961, le secrétaire du Trésor, Dillon, remet le second rapport trimestriel sur la balance des paiements, comme l'a demandé Kennedy le 6 février précédent.

Malgré une amélioration de la position de notre balance des paiements, elle ne peut pas être soutenue et nous devons continuer activement à mettre en place les mesures que vous avez indiquées et à rester en alerte si besoin pour aller plus loin. En même temps, en ce qui concerne la situation internationale, nous devons éviter les expressions qui traduisent une inquiétude excessive et qui peuvent favoriser la fuite des capitaux⁷¹.

Le printemps 1961 correspond à une petite réduction des dépenses extérieures et coïncide avec une légère embellie économique. Mais est-ce durable ? Dillon prône alors la prudence. Cette légère embellie est en effet de courte durée, puisqu'au troisième trimestre de 1961, la situation se détériore à cause de l'augmentation brusque des importations. Celle-ci révèle plus crûment un problème de compétitivité intérieure.

Le troisième rapport trimestriel de novembre clôt l'année 1961 sur un constat décevant d'après Dillon :

[...] Après avoir entièrement disparu dans la première moitié de 1961, notre déficit de base a réapparu dans la seconde moitié et menace de s'accroître au cours de la première moitié de 1962. [...] La principale raison se trouve dans

71 NA, RG 56 : Dillon : Maison-Blanche, Lettre au président, *attached with the Report to the President on Balance of Payments Measures dated 19 July 1961*, de Douglas Dillon, 24 juillet 1961.

la croissance des importations, qui résulte des demandes liées au redressement économique intérieur. Les exportations sont élevées, mais n'augmentent pas⁷².

L'année 1961 se termine pourtant avec un déficit d'environ 2,5 milliards de dollars, alors que l'année 1960 a enregistré un déficit record de 4 milliards de dollars. N'est-ce pas suffisant ?

En fin de compte, Kennedy maintient le même objectif d'atteindre un « équilibre raisonnable du déficit » américain qu'Eisenhower à la fin de son mandat. Le niveau raisonnable se situe, aux yeux du Trésor, aux alentours de 1 milliard ou de 1,5 milliard de dollars. Le cap est alors maintenu pour l'année suivante, 1962, comme le préconisait le secrétaire du Trésor Douglas Dillon au grand dam des démocrates et des conseillers keynésiens. Pourtant, continuer dans cette voie n'est pas sans risque pour Kennedy du point de vue de la politique intérieure.

Cependant, il faut tenir compte du contexte international difficile de la guerre froide de 1961. Cette année a été marquée par le durcissement des relations entre les États-Unis et l'URSS, par la construction du mur de Berlin en août 1961, par le chaos persistant au Laos (qui débouchera sur la guerre du Vietnam) et par le défi de Fidel Castro depuis Cuba. La prudence est le maître mot au niveau de l'équilibre financier des États-Unis et elle répond à ces enjeux de guerre froide. De la même façon que la prudence a joué un grand rôle dans la stratégie militaire d'Eisenhower des années 1958-1960 à l'égard de l'URSS de Khrouchtchev, d'après Georges-Henri Soutou⁷³. Ainsi, s'esquissent à la fin de l'année 1961 les priorités et les moyens à mettre en œuvre, pour résoudre ce déficit de la balance des paiements américaine, aussi bien dans le cadre national que dans le cadre multilatéral.

Par ailleurs, Henry S. Reuss, démocrate de l'État du Wisconsin et soutien de Kennedy, présente au Congrès les trois grandes lignes de la politique économique extérieure, pour l'année à venir : « Les États-Unis doivent prendre la tête, maintenant, pour former la communauté du monde libre dédiée aux échanges libéraux de marchandises, à la protection mutuelle de nos monnaies, et au partage de l'aide aux zones en voie de développement⁷⁴ ». Les terrains d'action définis par le gouvernement visent ainsi à remodeler le nouveau monde libre occidental à

72 NA, RG 56, Roosa : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon, 7 novembre 1961.

73 Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans...*, op. cit., p. 379.

74 JFK, Sorensen : 87^e Congrès, 1^{re} Session, *The Task for 1962 : A Free World Community* d'Henry S. Reuss, Sous-comité sur la politique économique étrangère du Comité mixte de l'économie, Congrès des États-Unis, Washington, 7 novembre 1961 ; Lettre au président, *Proposed action program for attaining a Free World Community*, d'Henry S. Reuss (Chambre des représentants du Congrès des États-Unis), 2 novembre 1961.

travers le système multilatéral, avec la relance des exportations prise en charge par le GATT, l'augmentation de la croissance économique des pays industrialisés par l'OCDE, la réforme du système monétaire international par le FMI, le partage du fardeau par l'OTAN, l'OCDE et l'ONU. Ces mesures rejoignent les études et actions précédentes d'Eisenhower, tout en les approfondissant ou encore en les améliorant. De même, ces thèmes rejoignent les sept objectifs énoncés dans le rapport du Budget de janvier 1961, alors remis à Eisenhower.

58 Pour conclure, les propos de Julian Baird, qui a travaillé aux côtés de Robert B. Anderson, le secrétaire du Trésor d'Eisenhower et, à présent, directeur de la First National Bank of Saint Paul dans le Minnesota, sont très éclairants sur les choix de ces deux présidents. « Comme je vous l'avais écrit en 1958, j'étais parfaitement sûr que le gouvernement d'Eisenhower prendrait les mesures nécessaires en politique fiscale pour aménager la dette, afin de protéger le dollar⁷⁵ ». Or, nous le savons, Eisenhower n'a pas voulu s'en inquiéter tout de suite. Puis : « [...] les discours vigoureux ainsi que les mesures spécifiques dans son message au Congrès sur le sujet, il y a un mois, ont montré que le nouveau gouvernement ferait tout pour protéger le dollar ». Enfin :

La nomination par Kennedy de Messieurs Dillon et Roosa au Trésor, je suis sûr, a eu pour intention d'indiquer qu'une politique monétaire et fiscale conservatrice et raisonnable serait poursuivie. [...] Pour résumer, je suis encouragé à croire que le nouveau gouvernement, en dépit des déclarations ultérieures, est maintenant suffisamment conscient de l'importance de contrôler l'inflation et de protéger le dollar. Nous pouvons espérer d'eux qu'ils poursuivent une voie pas grandement différente de celle du gouvernement précédent, ce qui veut dire qu'ils devront mener vigoureusement une politique calculée pour amener la balance des paiements à un certain équilibre, dans un futur pas trop éloigné et suivre une politique plutôt orthodoxe en ce qui concerne les problèmes monétaires et fiscaux.

À côté de ces mesures envisagées pour réduire le déficit, d'autres causes ont aussi leur rôle à jouer, mais elles n'ont pas fait l'objet de mesures publiques, comme les sorties d'or et des capitaux américains. Pourtant, les sorties importantes d'or se répercutent sur la valeur du dollar et suscitent la principale inquiétude des deux présidents. Qu'est-il envisagé ?

75 NA, RG 58, Roosa : Lettre à Alfred Schaefer (directeur général en chef, Union bancaire de la Suisse), de Julian Baird, 31 mars 1961. Les citations suivantes proviennent du même document.

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
Office of the Secretary, Luther Hodges
Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
Executive Office of the President
Office of the Secretary, Executive Secretariat
Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
H. Holton
Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
George Willis Records
Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
Dillon/Fowler's Files
Fowler Records
Roosa Records
Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

President's Office Files, Departments and Agencies :

- AID, 1961-1963
Bureau of the Budget, 1961-1963
Commerce, 1961-1963
Council of economic Advisers, 1961-1963
Special Representative for Trade Negotiations
Tariff Commission
Treasury, 1961-1963

National Security Files

- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfort, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.
Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.
Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.
Banque d'Angleterre 66, 67, 164.
Banque d'Italie 71.
Banque de Belgique 139.
Banque de développement interaméricaine 105.
Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.
Banque de Norvège 183.
Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.
Banque Export-Import (EU) 105, 274.
Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.
Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.
Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

C _____

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.
Comité de l'agriculture (OMC) 199.
Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.
Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.
Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.
Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.
Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.
Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.
Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.
Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars)	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques extérieures

La solution des exportations	89
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963).....	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral.....	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321